

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2843

5 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
d'application des articles 22 et 24 de la loi du 4 août 1978
de réorientation économique

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (articles 22 et 24);

Vu l'article 4, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence,

Sur la proposition du Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. Le Fonds peut octroyer sa garantie aux entreprises, associations, personnes et établissements déterminés à l'article 2 de la loi du 4 août 1978, complété par les articles 1, 4 et 5 de l'arrêté royal du 10 octobre 1978.

Sont donc exclus du bénéfice de la garantie du Fonds :

- le secteur des banques et des autres institutions financières;
- le secteur des assurances, sauf les intermédiaires;
- le secteur de l'immobilier (achat, vente et location);
- le secteur de production d'énergie et d'eau.

Art. 2. § 1er. Sauf dérogation expresse du Ministre des PME, les seuls crédits pouvant bénéficier de la garantie du Fonds sont les crédits à durée déterminée.

Les crédits de ce type pouvant faire l'objet de la garantie du Fonds sont, en respect de l'article 4 de la loi du 4 août 1978 :

1. Les crédits d'investissements destinés à l'une des opérations suivantes :

- le financement direct d'immeubles bâtis ou non bâtis d'une durée maximale de 20 ans;
- le financement direct de machines d'une durée maximale de 7 ans;
- le financement direct de matériel, de mobilier professionnel ou d'outillage, d'une durée maximale de 5 ans;
- le financement direct d'investissements immatériels tels que décrits dans l'article 4 de la loi, d'une durée maximale de 3 ans;

2. Les crédits de reconstitution de fonds de roulement amenuisés par le financement d'investissements antérieurs décrits au point 1 ci-dessus, d'une durée maximale de 10 ans pour les immeubles et de 5 ans pour les autres types d'investissements.

3. Les crédits de constitution de fonds de roulement ou les crédits destinés à la création ou à la reprise d'affaires d'une durée maximale de 7 ans.

§ 2. Le Comité de Gestion du Fonds peut, exceptionnellement et pour raisons motivées, autoriser un accroissement de la durée des crédits prévue à l'alinéa 1er.

La durée ainsi modifiée ne pourra cependant excéder la durée normale d'amortissement des biens financés grâce au crédit ni 10 ans en cas de crédit de constitution de fonds de roulement ou en cas de création ou reprise d'affaires.

§ 3. Sauf dérogation expresse du Ministre des PME, les seuls crédits à durée indéterminée pouvant bénéficier de la garantie du Fonds sont les avances en compte courant (crédits de caisse) devant permettre de renforcer le fonds de roulement nécessaire à l'activité de l'entreprise; l'octroi de ce type de garantie doit s'inscrire dans le cadre d'un financement global de l'entreprise et le montant de la garantie du Fonds pour ces avances ne peut dépasser 25 % de l'ensemble des engagements du Fonds envers un même bénéficiaire; au moment de l'octroi.

En cas de mouvement insuffisant du crédit en compte courant, selon des règles à fixer par le Comité du Fonds, le crédit à durée indéterminée est automatiquement transformé en crédit à durée déterminée, remboursable sur une durée maximale de cinq ans.

Art. 3. § 1er. La garantie du Fonds :

* est octroyée d'office aux sociétés de cautionnement mutuel à concurrence de la moitié des pertes définitives sur tout aval de maximum 5 000 000 F par bénéficiaire, pour autant que :

- s'il y a des avals successifs leur montant total ne dépasse pas 5 000 000 F;

- les opérations réalisées répondent aux articles 1 et 2 du présent arrêté;

- les dispositions du présent arrêté et du règlement du Fonds soient respectées;

- la commission prévue par les articles 11 à 15 du présent arrêté soit payée dans le mois qui suit l'expiration de chaque trimestre pour les contributions devenues exigibles au cours de ce trimestre.

* est octroyée d'office aux crédits consentis par les sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal avec l'intervention du Fonds de garantie fédéral, à concurrence de la moitié des pertes enregistrées sur ces crédits.

§ 2. On entend par perte définitive, le solde débiteur, restant impayé après réalisation des garanties constituées et épuisement, au jugement du Comité du Fonds, des moyens d'exécution des biens du débiteur et déduction faite de la part de la perte éventuellement prise en charge par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

§ 3. La garantie du Fonds peut être engagée directement par :

- les associations de crédit agréées par le C.N.C.P.;
- les sociétés de crédit à l'outillage artisanal et les comptoirs d'escompte;
- les autres organismes de crédit repris à l'article 3 de la loi du 4 août 1978 et pour autant qu'ils en fassent la demande auprès du Ministre qui a les PME dans ses attributions; les organismes qui ont demandé leur agrégation en vertu de l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959 sont considérés comme agréés, ainsi que l'Institut National de Crédit Agricole, la S.C. Centrale des Caisses Rurales du Boerenbond et leurs organismes agréés, la S.C. Coopération Ouvrière Belge et la Caisse Nationale du Crédit Professionnel.

L'engagement direct du Fonds ne peut pas dépasser 5 000 000 F par bénéficiaire, ni 75 % du montant du ou des crédits et ne peut intervenir que pour autant que :

- les opérations visées répondent aux articles 1 et 2 du présent arrêté;
- les dispositions du présent arrêté et du règlement du Fonds soient respectées;
- l'organisme de crédit établit un dossier identique au dossier élaboré lors d'une demande de garantie au Comité du Fonds;
- le montant de la commission soit versé dans le mois qui suit le 1^{er} prélèvement du crédit.

Le taux maximum de couverture du Fonds peut être porté à 85 % lorsqu'il s'agit de jeunes qui n'ont pas dépassé 35 ans et qui s'installent pour la première fois.

§ 4. Tout autre dossier de demande de garantie du Fonds est introduit, pour examen, auprès du Comité du Fonds.

CHAPITRE II. — *Quotité d'intervention du Fonds de Garantie*

Art. 4. § 1^{er}. Sauf dérogation préalable du Ministre des PME, la garantie du Fonds au profit des établissements de crédit porte :

- soit sur une quotité ne pouvant dépasser 75 % du crédit consenti par l'organisme de crédit. Dans ce cas, la garantie est appelée « garantie générale » et la garantie du Fonds porte sur une quotité de chacune des échéances du crédit.

Chaque remboursement de crédit entraîne une diminution de l'engagement du Fonds à concurrence de la quotité de son intervention sur l'échéance remboursée;

- soit sur un certain nombre d'échéances dont le montant total ne dépasse pas 75 % du montant du crédit.

Dans ce cas, la garantie est appelée « garantie sur les premières échéances » et les premiers remboursements viennent intégralement en déduction de l'engagement du Fonds de garantie.

§ 2. En cas de sinistre, le produit de réalisation de garanties est affecté comme suit :

- en cas de garantie générale, proportionnellement à l'encours effectif de la part du crédit garanti par le Fonds et de la part du crédit non garanti au moment de la dénonciation;
- en cas de garantie portant sur les premières échéances on affecte prioritairement à la part du crédit non garanti par le Fonds une part du produit de réalisation des garanties correspondant au pourcentage du risque pris par l'organisme de crédit au moment de l'octroi de la garantie.

Le solde du produit de réalisation des garanties est affecté proportionnellement à l'encours effectif de la part du crédit garanti par le Fonds et la part du crédit non garanti au moment de la dénonciation.

Un exemple de calcul figure en annexe au présent arrêté.

§ 3. Le taux maximum de couverture du Fonds visé au paragraphe 1^{er} peut être porté à 85 % lorsqu'il s'agit de jeunes qui n'ont pas dépassé 35 ans et qui s'installent pour la première fois.

CHAPITRE III. — *Modalités de l'examen des demandes de garantie*

Art. 5. § 1^{er}. Les demandes de garantie sont introduites par les établissements de crédit auprès du Comité du Fonds, sur base d'un document type établi par le Comité du Fonds et soumis à l'approbation du Ministre des PME.

Ce dossier doit comporter les conditions auxquelles l'établissement de crédit envisage d'accorder le crédit et les motifs qui justifient l'octroi de la garantie de bonne fin.

Le Comité est en droit de demander toute information complémentaire qu'il juge nécessaire à l'examen du dossier.

§ 2. Pour les demandes de garantie qui requièrent l'autorisation préalable du Ministre des PME, à savoir les demandes portant sur l'intervention du Fonds supérieure à 10 MFB pour un même bénéficiaire, l'établissement de crédit envoie à la Direction générale de l'Economie du Ministère de la Région wallonne, une demande de garantie établie en double exemplaire. Il y joint la documentation que réclament le Ministre et le Comité du Fonds.

Si le Ministre ou son délégué refuse l'autorisation, il en informe aussitôt l'établissement de crédit et le Comité du Fonds.

Si le Ministre ou son délégué accorde l'autorisation, il transmet un exemplaire de la demande de garantie et son autorisation, avec le dossier complet, au Comité du Fonds.

§ 3. Le Ministre des PME, son délégué ou le Comité du Fonds peuvent demander tous renseignements et faire procéder à toute enquête complémentaire.

§ 4. L'octroi de la garantie par le Comité du Fonds est constaté par la signature d'un acte dont la formule est établie par le Comité du Fonds et soumise à l'approbation du Ministre des PME.

CHAPITRE IV. — *Modalité du contrôle auprès des établissements de crédit et chez les personnes et entreprises bénéficiaires de la garantie du Fonds*

Art. 6. Contrôle chez les demandeurs de crédit.

Le Ministre des PME, le Comité du Fonds ou leurs délégués peuvent procéder en tout temps à l'examen de la comptabilité, de la gestion et de la situation des personnes physiques ou morales qui demandent ou qui ont obtenu un crédit couvert par la garantie du Fonds.

Art. 7. Contrôle auprès des établissements de crédit.

Le Ministre des PME, le Comité du Fonds ou leurs délégués peuvent prendre chez tous les établissements de crédit, connaissance, copie ou photocopie des dossiers, des comptes et de tous documents relatifs aux crédits garantis ou à garantir par le Fonds.

Art. 8. Le Comité du Fonds peut décider, par décision motivée, notifiée à l'établissement de crédits et au Ministre compétent, le retrait de la garantie donnée, lorsque les conditions prévues pour l'obtention de cette garantie n'ont pas été remplies, lorsque l'établissement de crédit n'a pas pris les dispositions prescrites par le Comité concernant l'affectation du crédit aux fins prévues, lorsque la garantie a été obtenue grâce à des déclarations inexactes de l'établissement de crédit, lorsque l'établissement de crédit modifie les conditions initiales de crédit de manière telle que les conditions d'octroi de la garantie du Fonds ne soient plus remplies, ou lorsqu'il est resté en défaut de payer au Fonds sa contribution au plus tard dans le mois de la demande qui lui en a été faite par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE V. — Modalités à suivre lors de la dénonciation des crédits

Art. 9. L'établissement de crédit qui dénonce un crédit garanti par le Fonds, le signale au Comité du Fonds, en faisant part des raisons de sa décision.

Il établit, à la date de la dénonciation, le décompte détaillé de la créance qu'il détient vis-à-vis de l'entreprise, à savoir, le solde restant dû en principal, le montant des intérêts échus et les éventuels frais accessoires. Ce décompte est transmis pour information au Comité du Fonds. A dater du jour de la dénonciation, toute capitalisation à l'égard du Fonds est interdite. Pour les crédits en compte courant, le solde du compte au moment de la dénonciation porte intérêt au taux des crédits de caisse, majoré d'une pénalité de 0,5 pc. Pour les crédits à durée déterminée les intérêts courent, à l'égard du Fonds de Garantie, sur le montant en principal du crédit dénoncé, au taux d'intérêt fixé dans la convention, majoré d'une pénalité de 0,5 %.

Les établissements de crédit poursuivent le remboursement des crédits résiliés et la réalisation au jugement du Comité du Fonds tant des garanties constituées que des biens des crédits.

Lorsqu'il y a d'autres cautions ou des codébiteurs, le Fonds de garantie n'interviendra que si le solde du crédit reste débiteur, après réalisation, au jugement du Comité du Fonds, des biens des crédits, des garanties réelles constituées par des tiers et des biens des cautions dans la limite de leurs engagements.

Après clôture de la faillite ou de la liquidation des biens du débiteur, l'organisme de crédit envoie au Fonds de garantie la demande d'intervention pour le montant restant à charge du Fonds.

L'établissement de crédit qui introduit cette demande, envoie au Comité du Fonds le dossier complet de l'affaire et les comptes du débiteur.

La Société de cautionnement mutuel adresse au Comité du Fonds, outre la demande d'intervention, le dossier complet de l'affaire, les comptes du débiteur tenus chez elle et à l'établissement de crédit.

Le Fonds de garantie peut, à partir du moment où un risque d'intervention lui est signalé, verser une provision à l'établissement de crédit ou à la société de cautionnement mutuel. Le montant de la provision est à faire valoir par l'établissement de crédit successivement sur les frais et accessoires, les intérêts et le principal restant à rembourser au moment où le versement est effectué.

Dans ce cas, le décompte exact de l'intervention du Fonds, se fera lorsque le montant exact de son intervention sera connu et donnera lieu au paiement soit d'un supplément d'intervention, soit d'une ristourne.

Le versement d'une provision exonère le Fonds de garantie du paiement d'intérêts sur le montant en principal ainsi remboursé à partir du lendemain de son versement.

Lorsque sciemment un organisme de crédit s'est fait rembourser par le Fonds un montant supérieur à la perte réellement subie par lui et couverte par le Fonds, le Comité du Fonds peut, non seulement décider la récupération du montant indûment payé, mais en outre retirer la garantie accordée à ce crédit ainsi qu'à tous les autres crédits consentis par cet organisme de crédit.

Art. 10. Tout désaccord entre le Comité du Fonds et l'établissement de crédit sur un retrait total ou partiel de la garantie, est soumis pour décision au Ministre des PME.

Art. 11. Le Comité du Fonds transmet au Ministre des PME, dans le mois qui suit chaque trimestre, un rapport relatif à l'activité du Fonds au cours du trimestre écoulé et notamment l'encours de la garantie du Fonds : le montant des contributions perçues, le nombre de dénonciations intervenues au cours du trimestre et le montant de celles-ci, le montant des décaissements intervenus,...

CHAPITRE VI. — Détermination des montants et modalités de perception de la contribution.

Art. 12. Les organismes de crédit paient une contribution sur le montant de leurs crédits couverts par le Fonds de garantie.

Pour les avances à terme déterminé, la contribution est payable en une fois lors de l'octroi du crédit. Le montant de cette contribution est de 0,25 % du montant en principal, garanti par le Fonds. Lorsque la garantie du Fonds porte sur des échéances se situant à plus d'un an, le taux de 0,25 % est majoré de 0,125 % par année supplémentaire.

Pour les crédits en compte courant, la contribution est due chaque année anticipativement au taux de 0,4 % sur la partie du crédit ouvert garanti par le Fonds, quel que soit le montant effectivement prélevé.

Art. 13. Les bénéficiaires paient une contribution sur la partie du crédit couverte par le Fonds de garantie. La contribution est payable en une fois lors de l'octroi du crédit. Le montant de cette contribution est de 0,50 % du montant en principal, garanti par le Fonds. Lorsque la garantie du Fonds porte sur des échéances se situant à plus d'un an, le taux de 0,50 % est majoré de 0,25 % par année supplémentaire.

Pour les crédits en compte courant, la contribution est due chaque année anticipativement au taux de 0,75 % sur la partie du crédit ouvert garanti par le Fonds, quel que soit le montant effectivement prélevé.

Art. 14. En cas d'octroi de la garantie d'office du Fonds aux sociétés de cautionnement mutuel et aux sociétés locales de crédit à l'outillage, en application de l'article 3, alinéa 1, du présent arrêté, la contribution à payer par les bénéficiaires et les organismes de crédit aux sociétés de cautionnement mutuel ou au Fonds de garantie fédéral est identique à celle qu'ils paieraient au Fonds de garantie s'ils faisaient directement appel au Fonds.

Dans ce cas, 30 % de la contribution versée est ristournée au Fonds de garantie.

Art. 15. Pour le calcul des contributions prévues dans les articles précédents la durée des avances à terme déterminé est celle mentionnée dans le contrat initial et sur laquelle le Fonds a marqué son accord; les parties d'année sont négligées si elles sont inférieures à six mois, elles sont comptées pour une année entière dans le cas contraire. Les prorogations de durée intervenues ultérieurement ne donnent pas lieu au paiement d'une contribution complémentaire si la prorogation est inférieure à six mois. Dans le cas contraire, une contribution complémentaire de 0,25 %, 0,50 % ou 30 % est due par année de prorogation; les parties d'année de six mois et plus étant comptées pour une année entière.

Aucune contribution complémentaire ne sera due si le montant cumulé à charge de l'établissement de crédit et du bénéficiaire ne dépasse pas 100 F.

Art. 16. § 1er. Les organismes de crédit paient au Fonds leur contribution propre et celle de leurs crédités, cette dernière à charge de récupération.

Les contributions dues pour les avances à termes déterminé doivent être payées dans le mois suit le 1er prélèvement du crédit.

Les contributions dues pour les crédits en compte courant, doivent être payées pour la première année au plus tard un mois après la signature de l'acte d'ouverture de crédit ou d'octroi définitif du crédit et ensuite, pour les années suivantes, avant la même date de chaque année.

§ 2. Les contributions dues par les sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal et par les sociétés de cautionnement mutuel doivent être payées au Fonds dans le mois suivant l'expiration de chaque trimestre pour les contributions devenues exigibles au cours de ce trimestre.

Art. 17. Une fois le Fonds de garantie valablement engagé, la contribution lui reste acquise dans tous les cas de dégagement total ou partiel de son risque.

CHAPITRE VII. — Montant des jetons de présence et des frais de déplacement

Art. 18. Il est alloué aux membres et au secrétaire du Fonds de garantie ainsi qu'aux commissaires de l'Exécutif, un jeton de présence de 2 500 F par séance.

Art. 19. Il est alloué au Président ou à son remplaçant un jeton de présence de 5 000 F par séance.

Art. 20. Les frais de déplacement des membres du Fonds de garantie et des Commissaires de l'Exécutif sont remboursés au prix du train en 1ère classe, pour le trajet entre leur lieu de travail et le lieu de réunion du Comité.

CHAPITRE VIII. — Responsabilité

Art. 21. Les membres du Comité du Fonds ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements du Fonds de garantie.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 22. Le présent arrêté abroge pour les dossiers de demande de garantie introduits à dater du 9 avril 1990 au Comité du Fonds de garantie pour la Région wallonne, aux sociétés de cautionnement mutuel ou auprès des fonds fédéraux, l'arrêté royal du 12 septembre 1959 portant exécution de l'article 11 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au Crédit professionnel et artisanal en faveur des Classes moyennes, l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 déterminant les montants et les modalités de perception de la contribution à verser au Fonds en exécution des dispositions de l'article 13, § 1, 1^o à 4^o, de la loi du 24 mai 1959 et l'arrêté royal du 27 mars 1975 fixant le montant des jetons de présence et indemnités alloués aux membres du Comité de gestion du Fonds, et toutes autres dispositions prises en complément de ces arrêtés.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 9 avril 1990.

Namur, le 5 avril 1990.

Le Ministre chargé de l'Economie, des PME et de Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et des Communications,

A. DALEM

—

Annexe

—

Exemple :

1. Montant du crédit à l'origine		1 200 000	
Solde à la dénonciation		1 000 000	
Produit de réalisation des sûretés		300 000	
a) En cas de garantie générale à 75 %			
Encours Fonds	750 000	Encours O.C.	250 000
Imput. gar.	225 000	Imput. gar.	75 000
Montant à charge du Fonds	525 000	Montant à charge de l'O.C.	175 000
b) En cas de couverture par le Fonds de 75 % des premières échéances			
Encours Fonds	700 000	Encours O.C.	300 000
		Imput. prior. 25 %	75 000
			225 000
Solde à imputer proportionnellement à l'encours au moment de la dénonciation : 225 000 F, soit 30 % à l'O.C. et 70 % au Fonds de garantie.			
Imput. gar.	157 500	Imput. gar.	67 500
Montant à charge du Fonds	542 500	Montant à charge de l'O.C.	157 500

2.	Montant du crédit à l'origine	1 200 000		
	Solde à la dénonciation	1 000 000		
	Produit de réalisation des sûretés	500 000		
	a) En cas de garantie générale à 60 %			
	Encours Fonds	600 000	Encours O.C.	400 000
	Imput. gar. 60 %	300 000	Imput. gar. 40 %	200 000
	Montant à charge du Fonds	300 000	Montant à charge de l'O.C.	200 000
	b) En cas de couverture par le Fonds de 60 % des premières échéances			
	Encours Fonds	520 000	Encours O.C.	480 000
			Imput. prior. 40 %	200 000
	Solde à imputer proportionnellement à l'encours lors de la dénonciation : 300 000 F			
	Imput. gar.	156 000	Imput. gar.	144 000
	Montant à charge du Fonds	364 000	Montant à charge de l'O.C.	136 000

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2843

5. APRIL 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Anwendung der Artikel 22 und 24 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1988 zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung (Artikel 22 und 24);

Aufgrund von Artikel 4, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1. Der Fonds kann den Betrieben, Vereinigungen, Personen und Einrichtungen, die in dem durch die Artikel 1, 4 und 5 des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1978 ergänzten Artikel 2 des Gesetzes vom 4. August 1978 bestimmt sind, seine Garantie gewähren.

Demnach können folgende Sektoren keine Garantie des Fonds erhalten :

- der Sektor der Banken und der anderen Finanzinstitute;
- der Sektor der Versicherungen, mit Ausnahme der Vermittlertätigkeiten;
- der Immobiliensektor (Kauf, Verkauf, Vermietung);
- der Sektor der Energie- und Wassergewinnung.

Art. 2. § 1. Außer bei einer ausdrücklichen Abweichung des Ministers der KMB dürfen nur zeitlich beschränkte Kredite die Garantie des Fonds erhalten.

Solche Kredite können die Garantie des Fonds erhalten, wenn es sich gemäß Artikel 4 des Gesetzes vom 4. August 1978 um folgende Kredite handelt :

1. die Investitionskredite, die für folgende Geschäfte bestimmt sind :
 - die auf höchstens 20 Jahre beschränkte direkte Finanzierung von bebauten oder unbebauten unbeweglichen Gütern;
 - die auf höchstens 7 Jahre beschränkte direkte Finanzierung von Maschinen;
 - die auf höchstens 5 Jahre beschränkte direkte Finanzierung von Betriebs- und Geschäftsausstattung;
 - die auf höchstens 3 Jahre beschränkte direkte Finanzierung immaterieller Investitionen, so wie sie in Artikel 4 des Gesetzes beschrieben sind;
2. die für die unbeweglichen Güter auf höchstens 10 Jahre und für die anderen Arten von Investitionen auf höchstens 5 Jahre beschränkten Kredite zur Auffüllung von Umlaufvermögen, wie wegen der Finanzierung von früheren in Punkt 1 beschriebenen Investitionen geschrumpft sind;
3. die auf höchstens 7 Jahre beschränkten Kredite zur Bildung von Umlaufvermögen oder zum Aufbau bzw. zur Übernahme von Geschäften.

§ 2. Der Geschäftsführende Ausschuß des Fonds kann eine Verlängerung der in Absatz 1 vorgesehenen Laufzeit der Kredite ausnahmsweise und aus einem begründeten Anlaß erlauben.

Die auf diese Weise geänderte Laufzeit darf jedoch weder den normalen Abschreibungszeitraum für die durch den Kredit finanzierten Güter noch einen Zeitraum von 10 Jahren überschreiten, wenn der Kredit zur Bildung von Umlaufvermögen oder wenn er zum Aufbau bzw. zur Übernahme von Geschäften dient.

§ 3. Außer bei einer ausdrücklichen Abweichung des Minister der KMB sind die einzigen zeitlich unbeschränkten Kredite, die die Garantie des Fonds erhalten können, die Überziehungskredite (Kassenkredite), die die Erhöhung des zum Geschäftsbetrieb erforderlichen Umlaufvermögens ermöglichen sollen; die Erteilung dieser Art von Garantie muß im Rahmen einer Gesamtfinanzierung des Betriebs erfolgen, und der Betrag der Garantie des Fonds für diese Kredite darf zum Zeitpunkt der Erteilung nicht 25 % sämtlicher Verpflichtungen des Fonds gegenüber demselben Begünstigten überschreiten.

Wenn die Bewegung des Überziehungskredits gemäß den vom Ausschuß des Fonds festzulegenden Regeln unzureichend ist, wird der zeitlich unbeschränkte Kredit automatisch in einen zeitlich beschränkten Kredit umgewandelt, der in höchstens fünf Jahren zurückzuzahlen ist.

Art. 3. § 1. Die Garantie des Fonds :

* wird den Kreditvereinen auf Gegenseitigkeit automatisch bis zur Hälfte der endgültigen Verluste auf jeden Aval von höchstens 5 000 000 BF pro Begünstigten gewährt, sofern.

- wenn es mehrere Avale nacheinander gibt, ihr Gesamtbetrag 5 000 000 BF nicht überschreitet;
- die getätigten Geschäfte den Artikeln 1 und 2 des vorliegenden Erlasses entsprechen;
- die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und der Regelung des Fonds eingehalten werden;
- die in den Artikeln 11 bis 15 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Provision für die während eines bestimmten Quartals fällig gewordenen Beiträge innerhalb des Monats gezahlt wird, der dem Ablauf dieses Quartals folgt,

* wird für die von den lokalen Kreditgesellschaften für Handwerkszeug mit der Beteiligung des Föderalen Garantiefonds bewilligten Kredite automatisch bis zur Hälfte der für diese Kredite verzeichneten Verluste gewährt.

§ 2. Unter endgültigen Verlust versteht man die Restschuld, die übrigbleibt, nachdem die übernommenen Garantien verwertet, die Möglichkeiten zum Verkauf der dem Schuldner gehörenden Sachen im Wege der Zwangsvollstreckung nach Ermessen des Ausschusses des Fonds ausgeschöpft worden sind und nachdem der Teil des Verlustes, für den die Landeskasse für Berufskredit eventuell aufkommt, abgezogen worden ist.

§ 3. Die Garantieverpflichtung des Fonds kann direkt eingesetzt werden :

- durch die von der Landeskasse für Berufskredite anerkannten Kreditvereine;
- durch die Kreditgesellschaften für Handwerkszeug und die Diskontbanken;
- durch die anderen Kreditanstalten, die in Artikel 3 des Gesetzes vom 4. August 1978 erwähnt sind, sofern sie einen entsprechenden Antrag beim Minister stellen, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören; die Anstalten, die ihre Zulassung aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 23. September 1959 beantragt haben, gelten als zugelassen; sowie durch die Nationale Agrarkreditanstalt, die Zentrale Raiffeisenkasse vom Boerenbond und ihre anerkannten Anstalten, die Belgische Arbeitergenossenschaft und die Landeskasse für Berufskredite.

Die direkte Verpflichtung des Fonds darf weder 5 000 000 BF pro Begünstigten noch 75 % des Betrags des bzw. der Kredite überschreiten und nur erfolgen, wenn

- die betreffenden Geschäfte den Artikeln 1 und 2 des vorliegenden Erlasses entsprechen
- die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und der Regelung des Fonds eingehalten werden
- die Kreditanstalt eine ähnliche Akte anlegt wie diejenige, die anlässlich der Beantragung einer Garantie beim Ausschuss des Fonds ausgearbeitet wird
- der Betrag der Provision innerhalb des Monats nach der ersten Entnahme vom Kredit gezahlt worden ist.

Der Höchstdeckungssatz der Fonds kann auf 85 % erhöht werden, wenn es um Jugendliche geht, die das Alter von 35 Jahren nicht überschritten haben und die sich zum ersten Mal selbständig machen.

§ 4. Jede andere Akte für eine Antrag auf Garantie des Fonds wird beim Ausschuss des Fonds zur Prüfung eingereicht.

KAPITEL II. — Beteiligungssatz des Garantiefonds

Art. 4. § 1. Außer bei einer vorherigen Abweichung des Ministers der KMB bezieht sich die Garantie des Fonds zugunsten der Kreditanstalten :

— entweder auf einen Teilbetrag von höchstens 75 % des von der Kreditanstalt bewilligten Kredits. In diesem Fall wird die Garantie « allgemeine Garantie » genannt und die Garantie des Fonds betrifft einen Teil jeder der fälligen Zahlungen des Kredits. Jede Kreditrückzahlung führt zu einer Verringerung der Verpflichtungen des Fonds bis zur Höhe seiner jeweiligen Beteiligung für den Zurückgezählten geschuldeten Betrag;

— oder auf eine gewisse Anzahl fälliger Zahlungen, deren Gesamtbetrag nicht über 75 % des Betrags des Kredits liegt. In diesem Fall wird die Garantie « Garantie auf die ersten fälligen Zahlungen » genannt und die ersten Rückzahlungen werden in voller Höhe von der Verpflichtung des Garantiefonds abgezogen.

* § 2. Wann der Garantiefall eintritt, werden die Erlöse aus der Verwertung von Garantien wie folgt verwendet :

- Bei einer allgemeinen Garantie werden sie im Verhältnis zu dem effektiven Bestand des Teils des vom Fonds garantierten Kredits und des Teils des nicht garantierten Kredits zum Zeitpunkt der Kündigung verwendet.

- Bei einer Garantie auf die ersten fälligen Zahlungen wird ein Teil der Erlöse aus der Verwertung der Garantien, der dem Anteil des von der Kreditanstalt zum Zeitpunkt der Gewährung der Garantie eingegangenen Risikos entspricht, mit Vorrang für den Teil des Kredits bereitgestellt, der nicht durch die Garantie des Fonds gedeckt ist.

Der Restbetrag der Erlöse aus der Verwertung der Garantien wird entsprechend dem effektiven Bestand des durch den Fonds garantierten Teils des Kredits und des zum Zeitpunkt der Kündigung nicht garantierten Kredits verwendet.

In der Anlage zum vorliegenden Erlaß wird ein Beispiel für das Rechenverfahren angeführt.

§ 3. Der in Paragraph 1 erwähnte Höchstdeckungssatz des Fonds kann auf 85 % erhöht werden, wenn es um Jugendliche geht, die das Alter von 35 Jahren nicht überschritten haben und die sich zum ersten Mal selbständig machen.

KAPITEL III. — Modalitäten der Prüfung der Anträge auf Garantie

Art. 5. § 1. Die Anträge auf Garantie werden von den Kreditinstituten beim Ausschuss des Fonds anhand eines Musterdokuments eingereicht, das vom Ausschuss des Fonds ausgestellt und dem Minister der KMB zur Genehmigung vorgelegt wird.

Diese Akte muß die Bedingungen enthalten, unter denen das Kreditinstitut den Kredit bewilligen will, und die Gründe angeben, die die Gewährung der Ausfallbürgschaft rechtfertigen.

Der Ausschuss kann jede zusätzliche information anfordern, die seiner Meinung nach für die Prüfung der Akte erforderlich ist.

§ 2. Für die Anträge auf Garantie, die vorher vom Minister der KMB genehmigt werden müssen, d.h. die Anträge in bezug auf die Beteiligung des Fonds von mehr als 10 Millionen BF pro Begünstigten, schickt das Kreditinstitut der Generaldirektion der Wirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region einen in doppelter Ausfertigung erstellten Antrag auf Garantie zu. Das Institut fügt letzterem die Dokumentation bei, die der Minister und der Ausschuss des Fonds verlangen.

Wenn der Minister bzw. sein Beauftragter die Genehmigung verweigert, teilt er dies dem Kreditinstitut und dem Ausschuss des Fonds sofort mit.

Wenn der Minister bzw. sein Beauftragter die Genehmigung erteilt, läßt er dem Ausschuss des Fonds eine Ausfertigung des Antrags auf Garantie und seine Genehmigung mit der vollständigen Akte zukommen.

§ 3. Der Minister der KMB, sein Beauftragter oder der Ausschuss der Fonds können sämtliche Auskünfte anfordern und jede zusätzliche Untersuchung vornehmen lassen.

§ 4. Die Gewährung der Garantie durch den Ausschuss des Fonds wird durch die Unterzeichnung einer Urkunde bestätigt, deren Vordruck von Ausschuss des Fonds aufgestellt und dem Minister der KMB zur Genehmigung vorgelegt wird.

KAPITEL IV. — Verfahren für die Kontrolle bei den Kreditinstituten und bei den Personen und Betrieben, die die Garantie des Fonds erhalten

Art. 6. Kontrolle bei den Personen, die einen Kredit beantragen.

Der Minister der KMB, der Ausschuss des Fonds bzw. ihre Beauftragten können jederzeit die Bücher, die Geschäftsführung und die Verhältnisse der natürlichen bzw. juristischen Personen prüfen, die einen durch die Garantie des Fonds gedeckten Kredit beantragen oder erhalten haben.

Art. 7. Kontrolle bei den Kreditinstituten.

Der Minister der KMB, der Ausschuss des Fonds bzw. ihre Beauftragten können bei allen Kreditinstituten die Akten, die Rechnungen und sämtliche Dokumente über die durch den Fonds garantierten bzw. zu garantierenden Kredite einsehen, kopieren oder fotokopieren.

Art. 8. Durch einen dem Kreditinstitut und dem zuständigen Minister zugestellten mit Gründen versehenen Beschluß kann der Ausschuss des Fonds den Entzug der erteilten Garantie beschließen, wenn die für die Erlangung dieser Garantie vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt worden sind, wenn das Kreditinstitut die vom Ausschuss vorgeschriebenen Vorkehrungen über die Verwendung des Kredits zu den vorgesehenen Zwecken nicht getroffen hat, wenn die Garantie aufgrund falscher Erklärungen des Kreditinstituts erhalten worden ist, wenn das Kreditinstitut die ursprünglichen Bedingungen für die Kreditgewährung so ändert, daß die Bedingungen für die Gewährung der Garantie des Fonds nicht mehr erfüllt sind, oder wenn es spätestens innerhalb des Monats nach einer entsprechenden Aufforderung der Einschreiben dem Fonds noch nicht seinen Beitrag gezahlt hat.

KAPITEL V. — Modalitäten, die bei der Kündigung der Kredite zu befolgen sind

Art. 9. Das Kreditinstitut, das einen durch den Fonds garantierten Kredit kündigt, teilt dies dem Ausschuss des Fonds mit und gibt dabei die Gründe für seinen Beschluß an.

Am Tag der Kündigung erstellt das Kreditinstitut die ausführliche Abrechnung der Forderung, die es gegenüber dem Betrieb besitzt, nämlich der Hauptrestschuld, des Betrags der fälligen Zinsen und der eventuellen Nebenkosten. Diese Abrechnung wird dem Ausschuss des Fonds zur Information übermittelt. Ab dem Tag der Kündigung ist jede Kapitalisation gegenüber dem Fonds verboten. Für die Überziehungskredite verzinst sich der Restbetrag des Kontos zum Zeitpunkt der Kündigung mit dem um einen Strafsatz von 0,5 % erhöhten Satz der Kassenkredite. Für die zeitlich beschränkten Kredite laufen die Zinsen in bezug auf den Hauptbetrag des gekündigten Kredits gegenüber dem Garantiefonds zu dem im Vertrag bestimmten Zinssatz, erhöht um einen Strafsatz von 0,5 %.

Die Kreditinstitute fordern die Rückzahlung der gekündigten Kredite und die Verwertung sowohl der geleisteten Garantien wie auch der Güter der Kreditnehmer nach Ermessen des Ausschusses des Fonds.

Wenn es andere Bürgschaften oder Mitschuldner gibt, wird der Garantiefonds nur eingeschaltet, wenn eine Restschuld bleibt, nachdem das Vermögen der Kreditnehmer, die von Drittpersonen geleisteten dinglichen Garantien und das Vermögen der Bürgschaften im Rahmen ihrer Verpflichtungen nach Ermessen des Ausschusses des Fonds verwertet worden sind.

Nach Abschluß des Konkursverfahrens oder der Verwertung des Vermögens des Schuldners läßt die Kreditanstalt dem Garantiefonds den Antrag auf Beteiligung für den Betrag, der zu Lasten des Fonds bleibt, zukommen.

Das Kreditinstitut, das diesen Antrag einreicht, übermittelt dem Ausschuss des Fonds die vollständige Akte über die Angelegenheit und die Rechnungen des Schuldners.

Der Kreditverein auf Gegenseitigkeit übermittelt dem Ausschuss des Fonds außer dem Antrag auf Beteiligung die vollständige Akte über die Angelegenheit, die bei ihm und beim Kreditinstitut geführten Konten des Schuldners.

Der Garantiefonds kann ab dem Zeitpunkt, wo ihm ein möglicher Garantiefall mitgeteilt wird, dem Kreditinstitut oder dem Kreditverein auf Gegenseitigkeit einen Vorschuß zahlen. Den Betrag des Vorschusses muß das Kreditinstitut nacheinander von den Kosten und Nebenkosten, den Zinsen und dem Hauptbetrag, der zum Zeitpunkt der Zahlung noch zurückzuzahlen ist, abziehen.

In diesem Fall erfolgt die genaue Abrechnung der Beteiligung des Fonds, nachdem der genaue Betrag seiner Beteiligung gekannt ist, und sie führt entweder zu einer Nachzahlung oder zu einer Rückerstattung der Überzahlung.

Die Zahlung eines Vorschusses befreit den Garantiefonds ab dem Tag nach seiner Zahlung von der Zahlung von Zinsen für den auf diese Weise zurückerstatteten Hauptbetrag.

Wenn eine Kreditanstalt sich vom Fonds wissentlich einen Betrag hat zurückzahlen lassen, der über dem tatsächlich von ihr erlittenen und durch den Fonds gedeckten Verlust liegt, darf der Ausschuss des Fonds nicht nur die Beitreibung des unnötigerweise bezahlten Betrags beschließen, sondern auch die Garantie zurückziehen, die für diesen Kredit sowie für alle anderen von dieser Kreditanstalt bewilligten Kredite gewährt worden ist.

Art. 10. Jede Meinungsverschiedenheit zwischen dem Ausschuss des Fonds und dem Kreditinstitut über den völligen oder teilweisen Entzug der Garantie wird dem Minister der KMB zur Entscheidung vorgelegt.

Art. 11. Der Ausschuss des Fonds übermittelt dem Minister der KMB innerhalb des Monats, der jedem Quartal folgt, einen Bericht über die Tätigkeit des Fonds während des abgelaufenen Quartals und insbesondere über den Bestand der Garantie des Fonds : den Betrag der erhobenen Beiträge, die Anzahl der im Laufe des Quartals erfolgten Kündigungen und deren Höhe, den Betrag der erfolgten Auszahlungen,...

**KAPITEL VI. — Bestimmung der Beträge
und Modalitäten für die Erhebung des Beitrags**

Art. 12. Die Kreditanstalten zahlen einen Beitrag für den Beitrag ihrer Kredite, der vom Garantiefonds gedeckt wird.

Für die zeitlich beschränkten Vorschüsse ist der Beitrag in einem Male bei der Gewährung des Kredits zu zahlen. Dieser Beitrag beläuft sich auf 0,25 % des vom Fonds garantierten Hauptbetrags. Wenn die Garantie des Fonds sich auf Laufzeiten von mehr als einem Jahr bezieht, wird der Satz von 0,25 % um 0,125 % pro zusätzliches Jahreshöht.

Für die Überziehungskredite muß der Beitrag jedes Jahr im voraus zum Satz von 0,5 % auf den Teil des vom Fonds garantierten bereitgestellten Kredits gezahlt werden, und zwar ungeachtet des effektiv abgehobenen Betrags.

Art. 13. Die Begünstigten zahlen einen Beitrag für den vom Garantiefonds gedeckten Teil des Kredits.

Der Beitrag muß in einem Male bei der Gewährung des Kredits gezahlt werden. Dieser Beitrag beläuft sich auf 0,50 % des vom Fonds garantierten Hauptbetrags. Wenn die Garantie des Fonds sich auf Laufzeiten von mehr als einem Jahr bezieht, wird der Satz von 0,50 % um 0,25 % pro zusätzliches Jahr erhöht.

Für die Überziehungskredite muß der Beitrag jedes Jahr im voraus zum Satz von 0,75 % auf den Teil des vom Fonds garantierten bereitgestellten Kredits gezahlt werden, und zwar ungeachtet des effektiv abgehobenen Betrags.

Art. 14. Wenn die Garantie des Fonds in Anwendung von Artikel 3 Absatz 1 des vorliegenden Erlasses den Kreditvereinen auf Gegenseitigkeit und den Lokalen Kreditgesellschaften für Handwerkszeug automatisch gewährt wird, entspricht der Beitrag, den die Begünstigten und die Kreditanstalten den Kreditvereinen auf Gegenseitigkeit oder dem Föderalen Garantiefonds zu zahlen haben, dem Beitrag, den sie dem Garantiefonds zahlen müßten, wenn sie diesen direkt in Anspruch nehmen würden.

In diesem Fall werden 30 % des gezahlten Beitrags dem Garantiefonds zurückerstattet.

Art. 15. Für die Berechnung der in den vorangehenden Artikeln vorgesehenen Beiträge ist die Laufzeit der zeitlich beschränkten Vorschüsse diejenige, die im ursprünglichen Vertrag erwähnt ist und zu der der Fonds seine Zustimmung gegeben hat; die Jahrestelle von weniger als sechs Monaten werden außer Acht gelassen; im gegenteiligen Fall werden sie als volle Jahre gerechnet. Die Verlängerungen von Laufzeiten, die hernach erfolgen, führen nicht zu der Zahlung eines zusätzlichen Beitrags, wenn sie weniger als sechs Monate betragen. Im gegenteiligen Fall muß ein zusätzlicher Beitrag von 0,25 %, 0,50 % bzw. 30 % pro Jahr Verlängerung gezahlt werden; die Jahrestelle von sechs Monaten und mehr werden als volle Jahre gerechnet.

Es muß kein zusätzlicher Beitrag gezahlt werden, wenn der Gesamtbetrag zu Lasten des Kreditinstituts und des Begünstigten nicht über 100 BF liegt.

Art. 16. § 1. Die Kreditanstalten zahlen dem Fonds ihren eigenen Beitrag und den Beitrag ihrer Kreditnehmer, wenn diese ihn zurückerstatten.

Die für die zeitlich beschränkten Vorschüsse geschuldeten Beiträge, müssen binnen dem Monat, der der ersten Entnahme vom Kredit folgt, gezahlt werden.

Die für die Überziehungskredite geschuldeten Beiträge müssen für das erste Jahr spätestens einen Monat nach der Unterzeichnung der Urkunde über die Bereitstellung des Kredits oder die endgültige Gewährung des Kredits und dann für die darauffolgenden Jahre vor dem gleichen Datum eines jeden Jahres gezahlt werden.

§ 2. Die von den lokalen Kreditgesellschaften für Handwerkszeug und den Kreditvereinen auf Gegenseitigkeit geschuldeten Beiträge müssen dem Fonds innerhalb des Monats nach Ablauf jedes Quartals, in dem sie fällig geworden sind, gezahlt werden.

Art. 17. Wenn der Garantiefonds einmal in gültiger Form in Anspruch genommen worden ist, bleibt der Beitrag ihm in allen Fällen, wo er ganz oder teilweise von seinem Risiko entbunden wird, erhalten.

KAPITEL VII. — Betrag der Anwesenheitsgelder und der Fahrtkosten

Art. 18. Die Mitglieder und der Sekretär des Garantiefonds sowie die Kommissare der Exekutive erhalten Anwesenheitsgelder von 2 500 BF pro Sitzung.

Art. 19. Der Vorsitzende bzw. sein Stellvertreter erhält Anwesenheitsgelder von 5 000 BF pro Sitzung.

Art. 20. Die Fahrtkosten der Mitglieder des Garantiefonds und der Kommissare der Exekutive werden für die Strecke zwischen ihrer Arbeitsstätte und dem Sitzungsort des Ausschusses zum Preis einer Zugfahrt 1. Klasse zurückerstattet.

KAPITEL VIII. — Verantwortlichkeit

Art. 21. In bezug auf die Verpflichtungen des Garantiefonds gehen die Mitglieder des Ausschusses des Fonds keinerlei persönliche Verbindlichkeit ein.

KAPITEL IX. — Schlußbestimmungen

Art. 22. Für die Akten über Garantieanträge, die ab dem 9. April 1990 beim Ausschuss des Garantiefonds für die Wallonische Region, bei den Kreditvereinen auf Gegenseitigkeit oder bei den föderalen Fonds eingereicht werden, hebt vorliegender Erlaß den Königlichen Erlaß vom 12. September 1959 zur Ausführung von Artikel 11 des Gesetzes vom 24. Mai 1959, durch den die Erleichterungen des Zugangs zum Berufs- und Handwerkskredit zugunsten des Mittelstands erweitert werden, den ministeriellen Erlaß vom 4. September 1959 zur Bestimmung der Beträge und der Modalitäten der Erhebung des dem Fonds in Ausführung der Bestimmungen von Artikel 13, § 1, Nrn. 1 bis 4 des Gesetzes vom 24. Mai 1959 zu zahlenden Beitrags und den Königlichen Erlaß vom 27. März 1975 zur Festlegung des Betrags der den Mitgliedern des Geschäftsführenden Ausschusses des Fonds zu gewährenden Anwesenheitsgelder und Vergütungen und alle anderen als Ergänzung zu diesen Erlassen beschlossenen Bestimmungen auf.

Art. 23. Vorliegender Erlaß tritt am 9. April 1990 in Kraft.
Namur, den 5. März 1990.

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Verkehrswesens,
A. DALEM

Der Minister, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Anlage

Beispiel :

1. ursprünglicher Betrag des Kredits			1 200 000
Restbetrag bei der Kündigung			1 000 000
Erlöse aus der Verwertung der Sicherheiten			300 000
a) im Falle einer allgemeinen Garantie zu 75 %			
Bestand Fonds	750 000	Bestand Kreditanstalt	250 000
Abrechnung von der Garantie	225 000	Abrechnung von der Garantie	75 000
Betrag zu Lasten des Fonds	525 000	Betrag zu Lasten der Kreditanstalt	175 000
b) im Falle, wo der Fonds 75 % die ersten fälligen Zahlungen deckt			
Bestand Fonds	700 000	Bestand Kreditanstalt	300 000
		Vorrangige Abrechnung 25 %	75 000
			225 000
Restbetrag, der im Verhältnis zum Bestand bei der Kündigung abzurechnen ist : 225 000 F, also 30 % bei der Kreditanstalt und 70 % beim Garantiefonds.			
Abrechnung von der Garantie	157 500	Abrechnung von der Garantie	67 500
Betrag zu Lasten des Fonds	542 500	Betrag zu Lasten der Kreditanstalt	157 500
2. ursprünglicher Betrag des Kredits			1 200 000
Restbetrag bei der Kündigung			1 000 000
Erlöse aus der Verwertung der Sicherheiten			500 000
a) im Falle einer allgemeinen Garantie zu 60 %			
Bestand Fonds	600 000	Bestand Kreditanstalt	400 000
Abrechnung von der Garantie 60 %	300 000	Abrechnung von der Garantie 40 %	200 000
Betrag zu Lasten des Fonds	300 000	Betrag zu Lasten der Kreditanstalt	200 000
b) im Falle, wo der Fonds 60 % die ersten fälligen Zahlungen deckt			
Bestand Fonds	520 000	Bestand Kreditanstalt	480 000
		vorrangige Abrechnung 40 %	200 000
Restbetrag, der im Verhältnis zum Bestand bei der Kündigung abzurechnen ist : 300 000 F			
Abrechnung von der Garantie	156 000	Abrechnung von der Garantie	144 000
Betrag zu Lasten des Fonds	-364 000	Betrag zu Lasten der Kreditanstalt	136 000

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2843

5 APRIL 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende toepassing van de artikelen 22 en 24 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering (artikelen 22 en 24);

Gelet op artikel 4, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Het Fonds kan zijn waarborg verlenen aan de ondernemingen, personen en instellingen bepaald in artikel 2 van de wet van 4 augustus 1978, aangevuld door de artikelen 1, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 10 oktober 1978.

Genieten dus niet de waarborg van het Fonds :

- de sector van de banken en de andere financiële instellingen;
- de verzekeringssector, behalve de bemiddelaars;
- de immobiliënsector (aankoop, verkoop en verhuuring);
- de productiesector van energie- en water.

Art. 2. § 1. Behoudens uitdrukkelijke afwijking verleend door de Minister van KMO's kunnen slechts de kredieten met onbepaalde duur de waarborg van het Fonds genieten.

Zulke kredieten die de waarborg van het Fonds kunnen genieten, zijn, met inachtneming van artikel 4 van de wet van 4 augustus 1978 :

1. investeringskredieten bestemd voor één van de volgende verrichtingen :

- de rechtstreekse financiering voor maximum 20 jaar van bebouwde of onbebouwde onroerende goederen;
- de rechtstreekse financiering voor maximum 7 jaar van machines;
- de rechtstreekse financiering voor maximum 5 jaar van materieel, beroepsmeubilair of uitrusting;
- de rechtstreekse financiering voor maximum 3 jaar van immateriële investeringen zoals beschreven in artikel 4 van de wet,

2. kredieten voor het wederherstellen van bedrijfskapitalen, welke door de financiering van vroegere in punt 1 beschreven investeringen werden verminderd met een duur van ten hoogste 10 jaar voor de onroerende goederen en 5 jaar voor de andere types investeringen.

3. kredieten voor het stellen van bedrijfskapitalen of kredieten die bestemd zijn voor de oprichting of de overneming van zaken voor maximum 7 jaar.

§ 2. Het Beheerscomité van het Fonds kan uitzonderlijk en om gemotiveerde redenen een verlenging van de duur van de in het eerste lid bedoelde kredieten toestaan.

De zo gewijzigde termijn mag niet langer zijn dan de gewone aflossingstermijn van de met het krediet gefinancierde goederen noch langer dan 10 jaar in geval van een krediet voor het stellen van bedrijfskapitalen of in geval van oprichting of overneming van zaken.

§ 3. Behoudens uitdrukkelijke afwijking van de Minister van KMO's zijn de voorschotten in rekeningcourant (kaskredieten), die de versterking van het bedrijfskapitaal dat voor de activiteit van de onderneming nodig is, mogelijk moeten maken, de enige kredieten met onbepaalde duur die de waarborg van het Fonds kunnen genieten; de toekenning van dit type waarborg moet in het kader van een globale financiering van de onderneming passen en het bedrag van de waarborg van het Fonds voor die voorschotten mag op het ogenblik van de toekenning niet meer bedragen dan 25 % van alle door verbintenissen van het Fonds tegenover eenzelfde begunstigde.

In geval van onvoldoende beweging van het krediet in rekening-courant wordt het krediet met onbepaalde duur, volgens de door het Comité van het Fonds vast te stellen regelen, automatisch vervangen door een krediet met bepaalde duur dat over maximum 5 jaar terugbetaalbaar is.

Art. 3. § 1. De waarborg van het Fonds :

* wordt van ambtswege toegekend aan de vennootschappen voor onderlinge borgstelling ten belope van de helft van de uiteindelijke verliezen die zij lijden op ieder aval van maximum 5 000 000 F per begunstigde voor zover :

- indien er verschillende opeenvolgende avals zijn, het bedrag ervan de 5 000 000 F niet overschrijdt;
- de verwezenlijkte verrichtingen voldoen aan de artikelen 1 en 2 van dit besluit;
- de bepalingen van dit besluit en van het reglement van het Fonds nageleefd worden;
- het in de artikelen 11 tot 15 van dit besluit voorziene commissieloon binnen de maand die volgt op het verstrijken van elk kwartaal, wordt betaald voor de bijdragen die tijdens dit kwartaal invorderbaar zijn geworden.

* wordt van ambtswege toegekend voor de kredieten toegestaan door de plaatselijke kredietinstellingen voor ambachtswerktuigen met tussenkomst van het federaal Waarborgfonds, ten belope van de helft van de op die kredieten genoteerde verliezen.

§ 2. Onder uiteindelijk verlies dient te worden verstaan het debetsaldo dat onbetaald blijft na de tegeldemaking van de gevestigde waarborgen en de uitputting, na het oordeel van het Comité van het Fonds van alle realisatiemogelijkheden van de goederen van de schuldenaar en na aftrek van het deel van het verlies dat de Nationale Kas voor Beroepskrediet eventueel voor haar rekening neemt.

§ 3. De waarborg van het Fonds mag rechtstreeks worden verbonden door :

- de door de NKBK erkende kredietverenigingen;
- de kredietmaatschappijen voor ambachtswerktuigen en de discontobanken;
- de in artikel 3 van de wet van 4 augustus 1978 vermelde andere instellingen, voor zover zij daartoe een aanvraag indienen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de KMO's behoren; de instellingen die krachtens het ministerieel besluit van 23 september 1959 hun erkenning hebben gevraagd, worden beschouwd als erkend, alsmede het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, de CV Centrale Landkassen van de Boerenbond en hun erkende instellingen, de CV Belgische Arbeidscoöperatie en de Nationale Kas voor Beroepskrediet.

De rechtstreeks verbintenis van het Fonds mag de 5 000 000 F per begunstigde niet overschrijden noch 75 % van het bedrag van het (de) krediet(en) en mag alleen tot stand komen wanneer :

- de bedoelde verrichtingen aan de artikelen 1 en 2 van dit besluit voldoen;
- de bepalingen van dit besluit en van het reglement van het Fonds in acht worden genomen;

— de kredietinstelling een dossier opmaakt dat identiek is aan dat opgemaakt bij een bij het Comité van het Fonds ingediende aanvraag om waarborg;

— het bedrag van de commissie wordt gestort binnen de maand die op de eerste kredietheffing volgt.

Het maximum dekkingspercentage van het Fonds kan op 85 % gebracht worden wanneer het jongeren betreft die niet ouder zijn dan 35 jaar en die voor de eerste maal vestigen.

§ 4. Elk ander dossier voor een aanvraag om waarborg van het Fonds wordt na onderzoek bij het Comité van het Fonds ingediend.

HOOFDSTUK II. — *Quotiteit van de tussenkomst van het Waarborgfonds*

Art. 4. § 1. Behoudens voorafgaande afwijking van de Minister van KMO's betreft de waarborg van het Fonds ten gunste van kredietinstellingen :

— hetzij een quotiteit die niet groter mag zijn dan 75 % van het door de kredietinstelling verleende krediet. In dit geval wordt de waarborg « algemene waarborg » genoemd en heeft de waarborg van het Fonds betrekking op een quotiteit van elk vervallen bedrag van het krediet. Elke terugbetaling van krediet heeft een vermindering van de verbintenis van het Fonds voor gevolg ten belope van de quotiteit van zijn tegemoetkoming in het terugbetaalde vervallen bedrag;

— hetzij een zekere aantal vervallen bedragen waarvan het totaal bedrag niet meer mag bedragen dan 75 % van het bedrag van het krediet. In dit geval wordt de waarborg « waarborg op de eerste vervallen bedragen » genoemd en komen de eerste terugbetalingen integraal in vermindering van de verbintenis van het Waarborgfonds.

§ 2. In geval van schade wordt de opbrengst van de tegeldemaking van waarborgen als volgt aangewend :

— in geval van algemene waarborg, proportioneel aan het werkelijke obligo van het deel van het door het Fonds gewaarborgde krediet en van het deel van het krediet dat op het ogenblik van de opzegging niet is gewaarborgd;

— in geval van waarborg met betrekking tot de eerste vervallen bedragen wordt een deel van de opbrengst van de tegeldemaking van de waarborgen gelijk aan het percentage van het door de kredietinstelling op het ogenblik waarop de waarborg is toegekend, genomen risico, bij voorrang bestemd voor het deel van het krediet dat door het Fonds niet is gewaarborgd.

Het saldo van de opbrengst van de tegeldemaking van de waarborgen wordt proportioneel aangewend voor het werkelijke obligo van het deel van het door het Fonds gewaarborgde krediet en het deel van het krediet dat op het ogenblik van de opzegging door het Fonds niet is gewaarborgd.

Een voorbeeld van berekening is als bijlage bij dit besluit gevoegd.

§ 3. Het in paragraaf 1 vermelde maximum dekkingspercentage van het Fonds kan op 85 % worden gebracht, wanneer het jongeren betreft die niet ouder zijn dan 35 jaar en die zich voor de eerste maal vestigen.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor het onderzoek van de aanvragen om waarborg*

Art. 5. § 1. De aanvragen om waarborg worden ingediend door de kredietinstellingen bij het Comité van het Fonds op basis van een typedocument vastgesteld door het Comité van het Fonds en voorgelegd ter goedkeuring van de Minister van KMO's.

Dit dossier moet de voorwaarden omvatten waartegen de kredietinstelling het krediet wil toestaan alsmede de redenen die het verlenen van de waarborg van goede afloop verantwoorden.

Het Comité kan alle aanvullende informatie eisen die het nodig acht met het oog op het onderzoek van het dossier.

§ 2. Voor de aanvragen om waarborg waarvoor de voorafgaande toelating van de Minister van KMO's wordt vereist, namelijk de aanvragen met betrekking tot een tussenkomst van het Fonds groter dan 10 MBF voor eenzelfde begunstigde, stuurt de kredietinstelling aan de Algemene Directie voor Economie van het Ministerie van het Waalse Gewest een aanvraag om waarborg opgemaakt in dubbel exemplaar. Hierbij wordt de documentatie gevoegd waar de Minister en het Comité van het Fonds om verzoeken.

Indien de Minister of zijn afgevaardigde de toelating weigert, verwittigt hij daarvan onmiddellijk de kredietinstelling en het Comité van het Fonds.

Indien de Minister of zijn afgevaardigde de toelating verleent, maakt hij, samen met het volledig dossier, een exemplaar van de aanvraag om waarborg en zijn toelating over aan het Comité van het Fonds.

§ 3. De Minister van KMO's, zijn afgevaardigde of het Comité van het Fonds mogen alle inlichtingen vragen en doen overgaan tot om even welk aanvullend onderzoek.

§ 4. Het verlenen van de waarborg door het Comité van het Fonds wordt vastgesteld door de ondertekening van een akte waarvan de formule door het Comité van het Fonds wordt opgesteld en ter goedkeuring aan de Minister van KMO's wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Modaliteiten van toezicht op de kredietinstellingen en op de personen en ondernemingen die de voordelen van het waarborgfonds genieten*

Art. 6. Toezicht op de kredietaanvragers.

De Minister van KMO's, het Comité van het Fonds of hun afgevaardigden mogen te allen tijde overgaan tot het nazicht van de boekhouding, van het beheer en van de toestand van de natuurlijke of rechtspersonen die een krediet aanvragen of verkregen hebben, dat door de waarborg van het Fonds wordt gedekt.

Art. 7. Toezicht op de kredietinstellingen.

De Minister van KMO's, het Comité van het Fonds of hun afgevaardigden mogen bij alle kredietinstellingen kennis, een afschrift of een fotocopie nemen van de dossiers, rekeningen en van al de documenten in verband met de gewaarborgde of de door het Fonds te waarborgen kredieten.

Art. 8. Het Comité van het Fonds mag bij een met redenen omklede beslissing betekend aan de kredietinstelling en aan de bevoegde Minister, beslissen de gegeven waarborg in te trekken, wanneer de voorwaarden bepaald voor het verkrijgen van deze waarborg niet vervuld zijn geweest, wanneer de kredietinstelling de door het Comité voorgeschreven maatregelen betreffende de aanwending van het krediet voor de voorziene doeleinden niet getroffen heeft, wanneer de waarborg werd verkregen dank zij onjuiste verklaringen vanwege de kredietinstelling, wanneer de laatstgenoemde de oorspronkelijke kredietvoorwaarden wijzigt, zodat de voorwaarden voor het verlenen van de waarborg van het Fonds niet meer vervuld zijn of wanneer zij in gebreke bleef voor het betalen aan het Fonds van haar bijdrage uiterlijk een maand na de aanvraag die haar bij aangetekende brief werd toegestuurd.

HOOFDSTUK V. — *Modaliteiten te volgen bij de opzegging van kredieten*

Art. 9. De kredietinstelling die een door het Fonds gewaarborgd krediet opzegt, moet dit aan het Comité van het Fonds mededelen en hierbij de redenen van haar beslissing aangeven.

Zij maakt op de datum van de opzegging een gedetailleerde afrekening van de schuldvordering op die zij ten opzichte van de onderneming bezit, namelijk het verschuldigde hoofdsaldo, het bedrag van de vervallen renten en de eventuele bijkomende kosten. Die afrekening wordt voor informatie overgemaakt aan het Comité van het Fonds. Met ingang van de datum van de opzegging is elke kapitalisering ten opzichte van het Fonds verboden. Voor de kredieten in rekening-courant levert het saldo van de rekening op het openblik van de opzegging interesten op de koers van de kaskredieten, verhoogd met een boete van 0,5 %. Voor de kredieten met bepaalde duur worden de rentevoeten ten opzichte van het Waarborgfonds, berekend op het hoofdbedrag van het opgezegde krediet tegen de in de overeenkomst vastgestelde rentevoet verhoogd met een boete van 0,5 %.

De kredietinstellingen vervolgen verder de terugbetaling van de opgezegde kredieten en de realisatie volgens het oordeel van het Comité van het Fonds van de gevestigde waarborgen en van de goederen van de gecrediteerden.

Wanneer er andere borgen of medeschuldnaars zijn, zal het Waarborgfonds slechts tussenkomen wanneer er een debetsaldo blijft na realisatie volgens het oordeel van het Comité van het Fonds, van de goederen van de gecrediteerden, van de zakelijke waarborgen die door derden werden gevestigd en van de goederen van de borgen binnen de perken van hun verbintenissen.

Na afsluiting van het faillissement of na vereffening van de goederen van de schuldenaar stuurt de kredietinstelling aan het Waarborgfonds de aanvraag om tussenkomst voor het bedrag dat ten laste van het Fonds blijft.

De kredietinstelling die deze tussenkomst aanvraagt, stuurt aan het Comité van het Fonds het volledig dossier van de zaak alsmede de rekeningen van de schuldenaar.

De maatschappij voor onderlinge borgstelling stuurt aan het Comité van het Fonds, naast de aanvraag om tussenkomst, het volledig dossier van de zaak alsmede de rekeningen van de schuldenaar die bij haar worden gehouden.

Het Waarborgfonds kan, met ingang van het ogenblik waarop hem een risico van tussenkomst is medegedeeld, een voorschot aan de kredietinstelling of aan de maatschappij voor onderlinge borgstelling storten. De kredietinstelling dient het bedrag van het voorschot in mindering te brengen van de kosten en bijkomende kosten, de interesten en de hoofdsom die op het ogenblik waarop het voorschot wordt gestort, nog moeten worden terugbetaald.

In dit geval zal de juiste afrekening van de tussenkomst van het Fonds worden opgemaakt wanneer het juiste bedrag van zijn tussenkomst bekend zal zijn en tot de betaling van hetzij een aanvullende tussenkomst hetzij een korting aanleiding zal geven.

De storting van een voorschot stelt het Waarborgfonds ervan vrij interesten te betalen op het hoofdbedrag dat zo wordt terugbetaald met ingang van de dag volgend op de storting van het voorschot.

Wanneer een kredietinstelling zich met kennis van zaken door het Fonds een bedrag heeft laten terugbetalen dat hoger is dan het werkelijk door haar geleden en door het Fonds gedekte verlies, kan het Comité van het Fonds niet alleen beslissen tot terugvordering van het onverschuldigd uitbetaald bedrag, maar bovendien ook de waarborg verleend aan dit krediet alsook aan alle andere kredieten die door deze kredietinstelling zijn toegestaan intrekken.

Art. 10. Elk geschil tussen het Comité van het Fonds en de kredietinstelling betreffende een gehele of gedeeltelijke intrekking van de waarborg wordt aan de Minister van KMO's voor beslissing voorgelegd.

Art. 11. Het Waarborgcomité stuurt aan de Minister van KMO's binnen de maand die op ieder kwartaal volgt, een verslag over de activiteiten van het Fonds in de loop van het verstreken kwartaal en inzonderheid het obligo van de waarborg van het Fonds : het bedrag van de geïnde bijdragen, het aantal gedurende dit kwartaal gedane opzeggingen en het bedrag ervan, het bedrag van de verrichte uitbetalingen, ...

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling van de bedragen en modaliteiten inzake inning van de bijdrage*

Art. 12. De kredietinstellingen betalen een bijdrage op het bedrag van hun kredieten dat door het Waarborgfonds wordt gedekt.

Voor de voorschotten op bepaalde termijn moet de bijdrage in eenmaal worden betaald op het ogenblik van het toekennen van het krediet. Het bedrag van deze bijdrage belooft 0,25 % van het door het Fonds gewaarborgde hoofdbedrag. Wanneer de waarborg van het Fonds slaat op voorschotten met een vervaltijd van meer dan één jaar, dan wordt de bijdrage van 0,25 % verhoogd met 0,125 % per bijkomend jaar.

Voor de kredieten in rekening-courant is de bijdrage elk jaar op voorhand verschuldigd tegen een rato van 0,5 % op het door het Fonds gewaarborgd gedeelte van het openstaand krediet, welk ook het werkelijk opgenomen bedrag weze.

Art. 13. De kredietverkrigenden betalen een bijdrage op het gedeelte van het krediet dat door het Waarborgfonds wordt gedekt.

De bijdrage moet in eenmaal worden betaald op het ogenblik van het toekennen van het krediet. Het bedrag van deze bijdrage belooft 0,50 % van het Fonds gewaarborgde hoofdbedrag. Wanneer de waarborg van het Fonds slaat op voorschotten met een vervaltijd boven één jaar, dan wordt de bijdrage van 0,50 % verhoogd met 0,25 % per bijkomend jaar.

Voor de kredieten in rekening-courant is de bijdrage elk jaar op voorhand verschuldigd tegen een rato van 0,75 % op het door het Fonds gewaarborgd gedeelte van het openstaand krediet, welk het ook het werkelijk opgenomen bedrag weze.

Art. 14. Wanneer, met toepassing van artikel 3, eerste lid, van dit besluit, de waarborg van het Fonds van ambtswege wordt verleend aan de maatschappijen voor onderlinge borgstelling en aan de plaatselijke kredietinstellingen voor ambachtswerktuigen, stemt de door de begunstigen en de kredietinstellingen aan de maatschappijen voor onderlinge borgstelling of aan het federale Waarborgfonds te betalen bijdrage overeen met die welke zij aan het Waarborgfonds zouden betalen indien zij rechtstreeks een beroep op het Fonds deden.

In dit geval wordt 30 % van de gestorte bijdrage aan het Waarborgfonds gerestorneerd.

Art. 15. Voor de berekening van de in de voorgaande artikelen bepaalde bijdragen is de duur van de voorschotten op bepaalde termijnen die welke vermeld is in het oorspronkelijk contract en waarmede het Fonds zijn instemming heeft betuigt; er wordt geen rekening gehouden met gedeelten van een jaar, wanneer zij korter zijn dan zes maanden; in het omgekeerde geval worden zij voor één volledig jaar gerekend. De verlengingen

welke naderhand aangebracht worden, geven geen aanleiding tot het betalen van een aanvullende bijdrage indien de verlenging korter is dan zes maanden. In het omgekeerde geval is een aanvullende bijdrage van 0,25 %, 0,50 % of 30 % per jaar verlenging verschuldigd; met dien verstaande dat een halfjaar en meer in rekening gebracht wordt voor een volledig jaar.

Geen bijkomende bijdrage is verschuldigd indien het gecumuleerde bedrag ten laste van de kredietinstelling en de kredietverkrijger niet meer dan 100 F bedragen.

Art. 16. § 1. De kredietinstellingen betalen aan het Fonds hun eigen bijdrage en die van hun gecrediteerden, deze laatste met recht op terugvordering.

De bijdragen verschuldigd voor de voorschotten op bepaalde termijn moeten worden betaald binnen de maand die de eerste heffing op het krediet volgt.

De bijdragen verschuldigd voor de kredieten in rekening-courant moeten voor het eerste jaar worden betaald uiterlijk één maand na ondertekening van de akte van kredietopening of na de definitieve toekenning van het krediet en, voor de latere jaren, ieder jaar voor dezelfde datum.

§ 2. De bijdragen verschuldigd door de plaatselijke kredietinstellingen voor ambachtswerktuigen en de maatschappijen voor onderlinge borgstelling moeten aan het Fonds worden betaald binnen de maand die volgt op het verstrijken van ieder kwartaal voor de bijdragen die tijdens dit kwartaal opeisbaar geworden zijn.

Art. 17. Eenmaal het Waarborgfonds geldig is aangewend, blijft de bijdrage voor het Fonds verworven in alle gevallen van gehele of gedeeltelijke ontlasting van zijn risico.

HOOFDSTUK VII. — *Bedrag van het presentiegeld en verplaatsingskosten*

Art. 18. Een presentiegeld van 2 500 F per zitting wordt toegekend aan de leden en aan de secretaris van het Waarborgfonds, alsmede aan de Commissarissen van de Executieve.

Art. 19. Een presentiegeld van 5 000 F per zitting wordt toegekend aan de voorzitter of aan zijn plaatsvervanger.

Art. 20. De verplaatsingskosten van de leden van het Waarborgfonds en van de Commissarissen van de Executieve worden terugbetaald voor het traject tussen hun werkplaats en de plaats van de vergadering van het Comité, ten belope van de prijs van een eerste klasse treinreis.

HOOFDSTUK VIII. — *Verantwoordelijkheid*

Art. 21. De leden van het Comité van het Fonds gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan in verband met de verbintenissen van het Waarborgfonds.

HOOFDSTUK IX. — *Slopbepalingen*

Art. 22. Het koninklijk besluit van 12 september 1959 houdende uitvoering van artikel 11 van de wet van 24 mei 1959 tot verruiming van de mogelijkheden inzake de Beroeps- en Ambachtskredietverlening aan de Middenstand, het ministerieel besluit van 4 september 1959 waarbij de bedragen en de modaliteiten bepaald worden voor het innen van de bijdragen te storten aan het Fonds in uitvoering van de bepalingen van artikel 13, § 1, 1^o tot 4^o, van de wet van 24 mei 1959 en het koninklijk besluit van 27 maart 1975 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en vergoedingen toegekend aan de leden van het Beheerscomité van het Fonds en alle andere maatregelen genomen als aanvulling van die besluiten worden door dit besluit opgeheven voor de dossiers betreffende aanvragen om waarborg die met ingang van 9 april 1990 bij het Comité van het Waarborgfonds voor het Waalse Gewest worden ingediend.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 9 april 1990.

Namen, 5 april 1990.

De Minister belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Begroting, Financiën en Verkeerswezen,

A. DALEM

Bijlage

Voorbeeld :

1. Bedrag van het oorspronkelijke krediet		1 200 000	
Saldo op het ogenblik van de opzegging		1 000 000	
Opbrengst van het realiseren van de borgstellingen		300 000	
a) in geval van algemene waarborg tegen 75 %			
Obligo Fonds	750 000	Obligo krediet	250 000
Gewaarborgde boeking	225 000	Gewaarborgde boeking	75 000
Bedrag ten laste van het Fonds	525 000	Bedrag ten laste van de kredietinstelling	175 000
b) wanneer het Fonds 75 % van de eerste vervallen bedragen dekt			
Obligo Fonds	700 000	Obligo krediet	300 000
		Prior. boeking 25 %	75 000
			225 000
Saldo dat op het ogenblik van de opzegging proportioneel ten laste van de obligo moet komen :			
225 000 F, dat is 30 % ten laste van de KI en 70 % ten laste van het Waarborgfonds.			
Gewaarborgde boeking	157 500	Gewaarborgde boeking	87 500
Bedrag ten laste van het Fonds	542 500	Bedrag ten laste van de KI	157 500

2.	Bedrag van het oorspronkelijke krediet :		1200 000
	Saldo op het ogenblik van de opzegging :		1000 000
	Opbrengst van het realiseren van de borgstellingen :		500 000
	a) in geval van algemene waarborg tegen 60 %		
	Obligo Fonds	600 000	Obligo OC
	Gewaarborgde boeking 60 %	300 000	Gewaarborgde boeking 40 %
	Bedrag ten laste van het Fonds	300 000	Bedrag ten laste van de KI
	b) wanneer het Fonds 60 % van de eerste vervallen bedragen dekt		
	Obligo Fonds	520 000	Obligo OC
			Prior, boeking 40 %
	Saldo dat op het ogenblik van de opzegging proportioneel ten laste van de obligo moet komen : 300 000 F		
	Gewaarborgde boeking	158 000	Gewaarborgde boeking
	Bedrag ten laste van het Fonds	364 000	Bedrag ten laste de KI

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Nationale Orden: — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijke besluiten van 9 februari 1990 werden met ingang van deze datum bevorderd :

Leopoldsorde
Officier

De heer Klees, Pierre, Ukkel.
Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde
Officier

De heer De Laet, Adrianus, Mortsel (ter vervanging van het Kruis van Officier in de Orde van Leopold II, toegekend op 8 augustus 1989).

Bij koninklijke besluiten van 19 februari 1990 werden met ingang van deze datum benoemd of bevorderd :

Kroonorde
Grootkruis

De heer Boël, René (graaf), La Louvière.

Orde van Leopold II
Officier

De heer Galere, Arthur, Beaufays (Chaufontaine).

Bij koninklijke besluiten van 26 februari 1990 werden met ingang van deze datum benoemd :

Leopoldsorde
Ridder

De heer Grignet, Joseph, Heusy (Verviers).
Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Orde van Leopold II
Commandeur

De heer Bourleau, Lucien, 's Gravenbrakel.

Bij koninklijk besluit van 2 maart 1990 werd met ingang van deze datum benoemd :

Orde van Leopold II
Officier

De heer Janssens, Firmin, Genk.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Ordres nationaux. — Nominations. — Promotions

Par arrêtés royaux du 9 février 1990 ont été promus à cette date :

Ordre de Léopold
Officier

M. Klees, Pierre, Uccle.
Il portera la décoration civile.

Ordre de la Couronne
Officier

M. De Laet, Adrianus, Mortsel (en remplacement de la Croix d'Officier de l'Ordre de Léopold II, octroyée le 8 août 1989).

Par arrêtés royaux du 19 février 1990 ont été nommés ou promus à cette date :

Ordre de la Couronne
Grand-Croix

M. Boël, René (comte), La Louvière.

Ordre de Léopold II
Officier

M. Galere, Arthur, Beaufays (Chaufontaine).

Par arrêtés royaux du 26 février 1990 ont été nommés à cette date :

Ordre de Léopold
Chevalier

M. Grignet, Joseph, Heusy (Verviers).
Il portera la décoration civile.

Ordre de Léopold II
Commandeur

M. Bourleau, Lucien, Braine-le-Comte.

Par arrêté royal du 2 mars 1990 a été nommé à cette date :

Ordre de Léopold II
Officier

M. Janssens, Firmin, Genk.